

# LE SOCIALISME

## Carnet de notes.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

**Le 27 juillet 2026**

### **Deuxième partie.**

Les personnalités gouvernantes occidentales sont systématiquement confrontées à une chute vertigineuse de leur popularité, dès qu'elles commencent à gouverner. Pour Karine Bechet, les élections ne permettent plus de véritable changement de gouvernance, elles ne sont qu'un moyen de changer de visages, pour que surtout rien ne change.

La France aussi se prépare aux élections présidentielles. Macron est en train de faire ses valises. Beaucoup estiment qu'il fut le pire président de la Ve République. C'est à peu près ce que l'on répète depuis Chirac, en déclarant – pour se rassurer – que cela ne pourra pas être pire ensuite. Et à chaque fois, le nouveau président est pire que le précédent. À chaque fois, nous sommes confrontés à des dirigeants de pacotille, qui doivent donner l'illusion de gouverner pour rassurer le peuple et maintenir une illusion démocratique.

Mais comme ils sont en poste pour mettre en place une politique antinationale, sous la houlette des fonctionnaires de l'UE, qui eux-mêmes sont les gardes chiourmes régionaux des mécanismes de gouvernance globale, chaque nouveau président devient impopulaire et n'a in fine aucune marge de manœuvre – même s'il en avait la volonté, ce qui n'est de toute manière pas le cas.

En ce sens, peu importe le départ de Macron, cela ne changera rien à la politique nationale. Les élections ne sont plus un moyen d'assurer une alternance politique, mais de maintenir l'illusion que les gens peuvent réellement décider de la politique nationale, qu'elle existe encore. Car si on leur enlève cette illusion, ce système risque de s'écrouler : les populations veulent bien vivre dans un système totalitaire, tant qu'on ne leur demande pas de l'accepter ouvertement. Seule une minorité se soulève et elle est écrasée, broyée par ce système, quand l'invisibiliser n'est pas suffisant.

Les institutions politiques en Occident n'ont pas changé. Il existe toujours des parlementaires, des dirigeants de l'exécutif, mais les hommes qui constituent ces institutions appartiennent à un autre paradigme idéologique : le remplacement des élites nationales par des élites globalistes nous a conduit à cette situation, a permis le hold-up du siècle, celui de la démocratie. Or, les élections ne permettent pas de changer de paradigme idéologique, simplement de modifier légèrement certaines décisions politiques à l'intérieur de celui-ci.

Et nos pays occidentaux sont en crise systémique. Économique, sociale et donc politique. La crise économique vient de la mise à mort de l'économie réelle au profit de la finance internationale, de la déconstruction d'un tissu de production nationale et locale au profit des

firmes transnationales, ces acteurs déconnectés du pays qui produit et qui consomme. La perte de pouvoir d'achat et la hausse du chômage ont engendré cette crise sociale, couplée d'une politique d'immigration massive noyant les populations locales et obligeant à bouger les repères. Ces dogmes incontestables et invariables au gré des élections conduisent à une perte de confiance dans les organes politiques nationaux. La boucle est bouclée. Nous voyons les anciens ministres annoncer des changements, s'ils sont élus, s'ils deviennent calife à la place du calife. Alors qu'ils ne l'ont pas fait lorsqu'ils étaient en poste.

Nous observons une opposition, qui respecte tous les dogmes globalistes, afin de pouvoir... rester dans l'opposition et continuer à participer au spectacle, puisque la place est bonne. Les personnalités, qui proposent une autre voie, sont marginalisées et si elles peuvent accéder à l'élection, elles ne servent qu'à légitimer un système parfaitement verrouillé.

Sans un réveil véritable de la population, rien ne sera possible. La question restant : que faudra-t-il encore de plus, pour que les gens se réveillent ? Sinon ce sera « *Macron Forever* », quel que soit le visage qui lui succèdera. RT 21 juil. 2026

J-C – « *Nous observons une opposition, qui respecte tous les dogmes globalistes, afin de pouvoir... rester dans l'opposition et continuer à participer au spectacle, puisque la place est bonne.* », une opposition acceptable, fréquentable, contrôlée...

---

## **Lu.**

La gauche révisionniste actuelle (Sud-américaine – JC) est le fruit de cette métamorphose. Son sujet politique n'est plus la classe ouvrière organisée, mais une constellation d'identités fragmentées : genre, race, écologie, diversité sexuelle. Sa méthode n'est pas la révolution, mais l'activisme, l'engagement dans les ONG et la pression sur les autorités nationales et internationales. Son horizon n'est pas le socialisme, mais une démocratie libérale à visage humain.

---

## **C'est valable pour ce qu'il appelle la gauche et en grande partie l'extrême gauche dans le monde.**

J-C - James Petras, professeur de sociologie à New York, décédé 2026 à Seattle le 17 janvier à l'âge de 89 ans, appartient à la gauche influencée par le marxisme, si j'ai bien compris. Il dénonça la trahison de la « *gauche* » sud-américaine, et il s'attira les foudres des altermondialistes. Son témoignage révèle comment s'est réalisée leur corruption par l'idéologie néolibérale.

## **La domestication des intellectuels et la métamorphose de la gauche latino-américaine par Sergio Medina Viveros 25 juillet 2026**

C'est au début de la transition négociée que la revue Punto Final publia un article de James Petras qui provoqua l'indignation des milieux intellectuels de la Concertación. Intitulé «*La*

*métamorphose des intellectuels en Amérique latine*», l'article mettait en lumière un aspect inquiétant : à la merci d'influences extérieures, notamment financières, ces intellectuels de centre-gauche réorientaient leurs positions vers «une série de formules justifiant l'apaisement des élites militaires et économiques, tant locales qu'étrangères, comme seule option viable et "possible", bloquant ainsi le processus de transformation».

Trente ans plus tard, l'analyse de Petras demeure l'une des clés les plus pertinentes pour comprendre la profonde transformation de la pensée critique en Amérique latine. La disparition du sociologue gréco-américain, le 17 janvier 2026, nous invite à relire son œuvre et à nous interroger : comment l'intellectuel révolutionnaire du XXe siècle s'est-il mué en acteur démocrate de la gauche révisionniste contemporaine ?

L'intellectuel collectif : de l'exil à la tranchée militante

Pour Petras, l'exil latino-américain en Europe durant les dictatures des années 1970 fut le creuset d'une transformation paradoxale. Loin de leurs pays, les intellectuels exilés se muèrent en un collectif intellectuel : ils abandonnèrent leur tour d'ivoire pour organiser une résistance transnationale, construire des réseaux de solidarité et dénoncer les crimes contre l'humanité.

Petras fut une figure clé de cette époque. Membre du Tribunal Russell sur la répression en Amérique latine, aux côtés de Julio Cortázar et Gabriel García Márquez, il contribua à documenter les violations des droits de l'homme qui allaient jeter les bases de la justice internationale. Il collabora également avec le gouvernement de Salvador Allende au Chili, incarnant la figure de l'intellectuel organique gramscien : engagé dans la transformation sociale, proche des mouvements populaires et ancré dans une conception révolutionnaire du changement.

Ce collectif intellectuel — marxiste, anti-impérialiste et classiste — fonctionnait selon une logique implacable : les luttes identitaires ne pouvaient engendrer de transformation que si elles étaient liées aux questions de propriété, de travail et de pouvoir. Son sujet politique était la classe ouvrière, la paysannerie et les mouvements populaires. Son horizon : la révolution.

La Grande Métamorphose : Du marxisme au post-marxisme

Ce changement a consolidé le néolibéralisme, et la classe ouvrière a perdu de son importance historique. «*Le post-marxisme est devenu une position intellectuelle à la mode avec le triomphe du néolibéralisme et le recul de la classe ouvrière*», écrivait Petras. L'espace laissé vacant par la gauche réformiste a été occupé non seulement par des idéologues capitalistes, mais aussi par une nouvelle génération d'intellectuels, dont beaucoup étaient d'anciens marxistes.

Petras a identifié les dix arguments fondamentaux du discours post-marxiste :

- Le socialisme a été un échec et les théories générales de la société sont vouées à le répéter.

- L'accent mis par les marxistes sur les classes sociales est réductionniste ; le point de départ est constitué par les identités culturelles (race, genre, ethnicité).
- L'État est l'ennemi de la démocratie ; la société civile est le véritable agent du changement.
- Les marchés, avec une réglementation limitée, sont plus efficaces que la planification centrale.
- La lutte pour le pouvoir d'État est corruptrice ; seules les luttes locales et les organisations non gouvernementales sont démocratiques.
- Les révolutions finissent toujours mal ou sont impossibles.

Ce corpus idéologique n'a pas émergé spontanément. Il a été encouragé et, dans bien des cas, subventionné par les principales institutions financières et agences gouvernementales qui promouvaient le néolibéralisme. Il en a résulté une «*domestication des intellectuels*» liée à leur dépendance vis-à-vis des financements extérieurs.

#### Le rôle des ONG : dollars et démobilisation

Le principal mécanisme à l'origine de cette métamorphose fut le financement. Les ONG et les centres de recherche indépendants — que Petras décrivait comme des «*organisations dont l'idéologie, les réseaux et les pratiques sont en concurrence directe avec la théorie et la pratique marxistes*» — devinrent le nouvel habitat de l'intellectuel critique.

Ces organisations, financées par des gouvernements, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et des fondations proches du pouvoir, diffusent un discours de gauche — «pouvoir du peuple», «égalité des sexes», «développement communautaire» — mais vident ces termes de leur substance transformatrice. Petras était catégorique : nombre d'ONG sont des «*bras armés du gouvernement*» et des «*instruments de démobilisation des luttes sociales et politiques qui s'appuient sur la nécessité d'une transformation radicale*».

Il en résulta la dépolitisation de l'intellectuel. Il ne s'agissait plus de construire le pouvoir populaire pour transformer l'État, mais de gérer des projets, d'obtenir des financements et de rédiger des rapports. Un salaire en dollars remplaça l'engagement révolutionnaire. L'économie déterminait les «*avantages comparatifs*» et, par conséquent, le sujet politique national.

#### Le révisionnisme démocratique comme nouvelle orthodoxie

La gauche révisionniste actuelle est le fruit de cette métamorphose. Son sujet politique n'est plus la classe ouvrière organisée, mais une constellation d'identités fragmentées : genre, race, écologie, diversité sexuelle. Sa méthode n'est pas la révolution, mais l'activisme, l'engagement dans les ONG et la pression sur les autorités nationales et internationales. Son horizon n'est pas le socialisme, mais une démocratie libérale à visage humain.

Petras remettait en question cette «*transition démocratique*», la considérant comme une dichotomie simpliste entre dictature militaire et démocratie. Selon lui, ce qui avait réellement

émergé après les dictatures, c'étaient des «*régimes électoraux néo-autoritaires*» : des systèmes qui maintenaient des structures de pouvoir exclusives tout en cooptant les élites intellectuelles par le biais de financements et d'institutionnalisations.

L'intellectuel organique est ainsi devenu l'intellectuel institutionnalisé. Le marxisme critique s'est répandu après le marxisme. La révolution est devenue gestion. La classe est devenue identité.

Conclusion : L'héritage de Petras

James Petras était un critique gênant : quelqu'un qui osait «*critiquer la gauche de l'intérieur*». Son analyse de la métamorphose des intellectuels latino-américains n'était pas un simple exercice académique, mais un avertissement. En abandonnant la lutte des classes comme axe du changement social, la gauche révisionniste a non seulement perdu son repère théorique, mais s'est aussi rendue complice — volontairement ou non — de l'ordre néolibéral qu'elle prétendait combattre.

Aujourd'hui, à une époque où la pensée critique semble diluée entre les rapports d'ONG, les projets financés et l'activisme identitaire, la question de Petras demeure pertinente : est-il possible de réhabiliter la figure de l'intellectuel engagé dans une transformation radicale, ou cette métamorphose est-elle irréversible ? La réponse réside peut-être dans une relecture de Petras et dans le souvenir que l'intellectuel critique n'est pas celui qui administre l'existant, mais celui qui ose imaginer ce qui n'existe pas encore.

Source : Sinistra in Rete via China Beyond the Wall

---

Fukuyama se livre dans son dernier ouvrage, *America at the Crossroad*, à un véritable acte de rupture avec l'administration Bush, si ce n'est avec tout le néoconservatisme.

Certes, il continue à rendre hommage à ce courant de pensée pour son « anticommunisme de toujours », et il rappelle la constante opposition de ce courant à la *realpolitik* de Henry Kissinger (ce qui mériterait une ample discussion). Fukuyama ne s'éloigne pas vraiment des quatre grands principes du néoconservatisme. Il pense toujours que, contrairement à ce qu'affirment les « *réalistes* », la nature interne des régimes n'est pas indifférente dans les relations internationales, qu'il faut s'en préoccuper et si nécessaire changer les dictatures en démocraties. Il ne conteste pas – au contraire – que les Etats-Unis doivent être engagés dans les affaires internationales, d'autant qu'ils le sont presque par nature au service de « fins morales ». Il pense qu'il faut se méfier des ambitions excessives de transformation sociale des sociétés, et, enfin, qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur la loi et les institutions internationales.

C'est sur le degré de prise en compte de la nature des régimes par les politiques étrangères que s'opposent le plus les néoconservateurs, dont Fukuyama encore aujourd'hui, et les réalistes classiques à la Kissinger. Sur le multilatéralisme que les néoconservateurs s'opposent aux libéraux internationalistes wilsoniens (démocrates américains ; sociaux-démocrates

européens, voire Européens en général). Quant au nécessaire engagement américain, il tranche sur l'isolationnisme récurrent, mais impraticable de nos jours, de l'opinion publique américaine. Les néo-conservateurs ont forgé un cocktail idéologique original mais ils s'inspirent de courants de pensée américains anciens. M. George W. Bush a peut-être été, pendant son premier mandat, une caricature, mais (...)

Il faut avoir à l'esprit les quatre principaux clans de l'oligarchie qui s'affrontent, ceux du parti républicain qui comprend : les libertariens (Elon Musk, Jeff Bezos, Peter Thiel, David et Charles Koch, Jeff Yass...) ; les conservateurs (Trump, Timothy Mellon, Winklevoss, Diane Hendricks) ; l'extrême centre (Rockefeller, Zuckerberg, Jamie Dimon).

Ceux du parti démocrate des social-libéraux libertaires liés (Soros, Gates, Bloomberg, Larry Fink, Warren Buffett), et enfin celui de l'extrême centre qui comprend des conservateurs et des libéraux supportant parfois les deux. En fait il existe des tendances dans chacun de ces courants, mais laissons cela de côté.

Chaque clan a ses particularités et ses intérêts propres, mais il arrive qu'ils s'allient quand leurs intérêts se recoupent, en fait ce n'est que magouilles et....

---

La situation mondiale évolue très rapidement ces derniers temps, elle s'emballe à bien des égards, si bien qu'on semblerait se rapprocher d'événements décisifs et pour la lutte des classes sans que personne ne puisse les éviter.

Un grand nombre de contradictions ne peuvent plus être étouffées, elles remontent à la surface à un rythme soutenu sans que personne ne parvienne à les contrôler, ce qui a le don de déstabiliser plus d'un acteur politique qui ne sait plus quoi dire, pourquoi il soutient ce qu'il désapprouvait encore la veille au risque de se ridiculiser ou de se décrédibiliser à jamais.

Rien n'étant écrit à l'avance ou personne ne pouvant prédire quand et à quel rythme le vieux monde va s'effondrer, car incapable d'affronter une armée composée de milliards d'exploités et d'opprimés frappant à la porte du pouvoir, on assiste à l'explosion de paradoxes qui devraient se solder par de nouvelles alliances hier unimaginables, des trahisons inattendus, des coups tordus surprenants, des reniements imprévisibles et des revirements spectaculaires ou encore des prises de position improbables, des règlements de compte, des révélations, des recompositions politiques, etc. le tout en fonction de l'évolution des conflits en cours et de la situation sociale dans chaque pays.

Ils révèlent le désarroi et l'angoisse qui étreignent les décideurs politiques face aux formidables défis qu'ils doivent affronter, alors qu'ils savent que leur marge de manœuvre et les moyens dont ils disposent sont pratiquement nuls ou insuffisants, épuisés pour appliquer la politique qu'on leur impose, sans compter qu'ils espèrent préserver leurs intérêts individuels ou sauver leurs têtes qu'ils savent ne pas peser bien lourd dans la balance de leurs commanditaires prêts à les sacrifier si nécessaire. Rira bien qui rira le dernier !

Les déclarations de Macron pourraient en faire partie avec ses sorties fracassantes qui ont le don de les déstabiliser, de les faire trembler ou de les faire ramper. Ils ne comprennent pas le jeu auquel se livrent les différents clans de l'oligarchie, ils ne comprennent pas non plus que leurs rapports se modifient ou peuvent s'inverser en fonction de l'évolution de la situation au Moyen-Orient et en Ukraine. Ils ignorent les véritables enjeux de ces guerres, parce qu'ils se fient davantage à ce qu'on leur dit qu'ils doivent croire, plutôt qu'à ce qui se passe en réalité et que les médias mainstream s'emploient à leur dissimuler.

Si vous leur demandiez à quoi on reconnaît la puissance d'un clan de l'oligarchie, il y a de forte chance qu'ils soient incapables de vous fournir une réponse cohérente, parce que de multiples facteurs d'ordre divers sont à l'œuvre et ils ne sont pas figés, donc pour savoir quel clan domine sur une question précise à un moment donné et pas un autre, il faut non seulement connaître leur composition, leur nature, leurs intentions, leurs idéologies, mais il faut aussi connaître sur le bout des doigts tous les acteurs politiques en présence...

---

Jean Ziegler estime qu'*"en Europe l'insurrection des consciences est proche"*, au lieu de lui demander ce qu'il entend par là, Toussaint se tourne... vers l'ONU ! C'est révélateur de la conception de la lutte de classe de ce genre d'organisation, et de la posture du social-démocrate Ziegler qui aussi sympathique qu'il était, s'en tenait à une indignation respectueuse ou loyale envers les institutions du capital auxquelles il participait.

Ce qu'il disait, en vivant en Inde, je n'ai pas cessé de me le répéter pendant 32 ans, et il y a encore plus pauvre que nous ! Quand vous savez que pour un Indien la vie sera un cauchemar de l'accouchement jusqu'au bûcher, et que vos yeux fixent ceux d'un enfant, vous avez envie de pleurer, vous souffrez plus que lui parce qu'il ne sait pas encore ce qui l'attend, et vous vous interdisez de lui révéler, y penser est une torture.

Je voudrais bien croire à *"l'insurrection des consciences"*, et pour cause, j'ai basé toute ma stratégie politique sur son avènement à défaut d'avoir trouvé autre chose pour précipiter la fin du régime capitaliste, mais j'avoue me sentir bien seul, pire, je peine à trouver des arguments pour étayer ma théorie révolutionnaire, tout comme l'idée d'observer impuissant la dégénérescence de la civilisation dite humaine a fini par me rendre malade.

---

### **Comment une telle imposture a-t-elle pu avoir lieu ? Qui en furent les principaux acteurs politiques ?**

Il y en a qui se demandent encore pourquoi ce qui fut appelé la gauche et l'extrême gauche est devenu aussi réactionnaire, peut-être parce qu'au lieu de les caractériser comme des adversaires avec lesquels on pouvait s'allier, il aurait mieux valu les caractériser d'ennemis, là où figurait leur place dès lors qu'ils avaient trahi une fois, une fois de trop comme aurait dit Engels, cela nous aurait permis d'éviter bien de cruelles désillusions et d'être mieux armés pour combattre le capitalisme et le renverser.

Cela permit d'autoriser et de justifier le recours à la tactique du front unique (PS-PCF) pendant plus de 75 ans dans des conditions qui n'avaient plus rien à voir avec celles qui prévalaient quand elle fut élaborée ou mis en pratique à partir de la scission de la SFIO (PS) en 1920 ou plus précisément depuis l'avènement de l'Internationale Communiste en 1919 et la création de partis communistes après la scission de la social-démocratie motivée par sa trahison lors du déclenchement de la Première mondiale, lorsqu'au lieu de s'y opposer, les sections de l'Internationale socialiste ou la seconde Internationale se rangèrent au côté de leur bourgeoisie respective ou votèrent les crédits de guerre au lieu d'appeler à la grève générale insurrectionnelle.

La tactique du front unique se justifia à cette époque, qui remonte donc un siècle en arrière, parce qu'un grand nombre de travailleurs s'étant tournés vers le socialisme demeuraient organisés dans la SFIO ou sous son influence, il s'agissait de les entraîner au combat au côté de leurs camarades ayant rejoint le parti communiste ou attirés par ce parti pour lutter ensemble contre le capital.

Au cours du XXe siècle, SFIO-PS et PCF allaient accéder au pouvoir à trois reprises, et chaque fois le même scénario allait se reproduire, à savoir, ils allaient gérer les rapports entre les classes pour le compte du capitalisme au nom du socialisme ou du communisme, qu'ils finiront par renier officiellement ou ouvertement, de sorte que les exploités et les opprimés se retrouveront sans représentation ou direction politique. Quant aux dissidents ou opposants de la SFIO-PS et du PCF, ils allaient tous en devenir des satellites ou des commis leur servant de rabatteurs ou de cautions de gauche, ils finirent tous par adopter le socialisme révisionniste ou rejoindre le camp des opportunistes, caractérisé autrefois par Lénine comme le pire ennemi de la classe ouvrière avec l'impérialisme car avançant masqué dans les rangs du mouvement ouvrier.

Pour se faire, ils affirmèrent que les travailleurs perdraient les illusions qu'ils avaient placées dans ces partis, si on combattait sur le terrain même de leurs illusions, il s'agissait de confronter leurs directions à leurs contradictions afin de démasquer leur opportunisme, ils rompraient avec ces partis et nous rejoindraient, sauf que les choses ne se passèrent jamais de cette manière. C'est le même refrain qu'ils avancèrent pour justifier leur appel à voter Mitterrand dès le premier tour de la présidentielle en 1981, puis PS ou PCF aux législatives, en fait pendant plus de 75 ans avec toujours le même résultat nul contredisant leur argumentation, sans que jamais ils ne remettent en cause cette tactique foireuse élevée au rang de stratégie ou de fin en soi, ce qui explique pourquoi le courant trotskyste lambertiste était voué à se disloquer une fois son but atteint, porter le PS au pouvoir...

---

On vous raconte que l'amélioration de la condition ouvrière en France (notamment) ou ce qu'ils appellent les acquis sociaux seraient le produit de la lutte de classe du prolétariat, tandis que d'autres affirment que ce serait dû aux vertus merveilleuses du capitalisme. Qui croire ? Ni les uns ni les autres.

Vous allez peut-être en déduire que Tardieu est devenu fou, voilà qu'il est prêt à nier ou renier un fait établi. Effectivement et je l'assume, je vous explique pourquoi et vous allez comprendre que je ne suis pas aussi fou que cela.

Je viens de lire en diagonale un article dithyrambique qui n'en finissait pas, vantant le socialisme à la sauce piquante chinoise qui serait fidèle au marxisme, qui selon un lecteur aurait permis de sortir 800 millions de Chinois de la pauvreté, argument qui revient en boucle chez les maoïstes. Mais en réalité, il semblerait plutôt que la pauvreté qui sévissait sous le régime féodal se soit métamorphosée en une pauvreté sous un régime capitaliste.

Pour le vérifier, on pourrait se demander ce qui a changé pour les travailleurs chinois, en allant faire un tour en Inde, où le même phénomène se serait produit au cours des dernières décennies, il paraîtrait que 800 millions d'Indiens seraient sortis miraculeusement de la pauvreté pratiquement durant la même période. Il se trouve que j'y vis depuis 1990, je peux donc vous raconter comment cela s'est traduit pour les travailleurs indiens, ce qui doit valoir pour les travailleurs chinois puisque leurs modes de vie sont sensiblement les mêmes ou très proches, y compris du nôtre...

---

### Mes commentaires publiés par Le Grand Soir

- "*Que préconisez-vous, Carlos et Tardieu ?*"

Pour que je préconise quelque chose, il faudrait que je sois impliqué dans le processus politique qui a porté Chavez, puis Maduro au pouvoir. Or, ce n'est pas le cas, désolé je n'ai pas vocation à diriger ou à gérer un tel Etat, ni au Venezuela, ni en France ni nulle part ailleurs.

Sous des régimes qui ne sont pas démocratiques, lors de sa campagne électorale un candidat ou un parti pour conquérir la majorité des suffrages ou pour parvenir au pouvoir doit promettre beaucoup, sachant pertinemment qu'il tiendra peu ou rien du tout de ses engagements, qu'il y soit contraint ou qu'il y vienne de lui-même ne change rien ou le résultat sera le même, quelque temps plus tard il sera remercié et retournera dans l'opposition parlementaire, car il ne bénéficiera plus de la confiance ou de la crédulité de la majorité des électeurs.

Mais qu'est-ce qui s'est passé au juste et quelles en sont les conséquences politiques ?

Ils ont fait naître des attentes trompeuses ou ils ont alimenté des illusions dans la tête des travailleurs au nom des intérêts des classes populaires, de la classe ouvrière, des exploités, du socialisme, ils ont fait croire qu'ils allaient procéder à un changement radical de l'orientation politique économique et social du pays ou de l'Etat, qui changerait la vie des travailleurs, alors qu'en réalité ils ne l'avaient jamais envisagé ou ils savaient que les conditions ne leur permettraient pas d'appliquer leur programme, et qu'en aucun cas ils ne s'y attaqueraient.

Voilà ce qui caractérise tous les gouvernements dits progressistes ou de gauche en Amérique du Sud ou ailleurs dans le monde depuis le début du XXe siècle. Et comment cela s'est traduit

politiquement ? Ils ont participé à la désagrégation du mouvement ouvrier international ou ils lui ont porté le coup de grâce, au point que des régimes de plus en plus à droite ou d'extrême droite prennent la relève de nos jours chaque fois que les électeurs les chassent du pouvoir ou observent ce processus sans réagir.

Les faits que rapportent Carlos Ducasse sont connus, tout le monde était censé en avoir déjà pris connaissance depuis des mois. Ce qui m'interpela au départ, c'est la rapidité avec laquelle les autorités vénézuélienne dégainèrent toute une batterie de mesures dans la foulée des exigences formulées par les Américains. La réponse vint de Rodriguez, qui affirma qu'elles étaient prêtes depuis longtemps, et que Maduro les avait approuvées. J'en déduisis qu'ils n'attendaient qu'un bon prétexte ou une occasion favorable pour les sortir, c'est là qu'intervint à point nommé l'enlèvement de Maduro le 3 janvier 2026.

Le choc qu'il était destiné à produire sur les Vénézuéliens devait servir à exonérer les autorités de toute responsabilité pour les événements à venir. Chacun serait invité à admettre que les énormes concessions qui seraient accordées aux Américains, serviraient aussi bien à sauver la peau de Maduro que la révolution bolivarienne. Partant de là, ceux qui oseraient les dénoncer seraient traités de contre-révolutionnaires ou d'ennemis du Venezuela, relayant au second plan qu'on assistait en toile de fond à un changement de régime, la formule n'est peut-être pas la plus appropriée ou ce n'est pas tout à fait exact, car en réalité, il n'y a jamais eu de changement de régime au Venezuela, là je sens que je vais me faire beaucoup d'amis !

---

Pour répondre à Vania.

Si à propos de l'Etat vénézuélien j'ai employé l'expression "régime", c'était sans qu'elle ait une valeur péjorative, en me foutant de la signification idéologique qu'y donnent certains à raison ou à tort, car je pars du principe que pour m'exprimer, je n'ai pas besoin de demander la permission à quelqu'un ou à recourir automatiquement à une terminologie politique particulière pour me conformer à un dogme ou à un exercice académique, qui me répugne et m'est tout aussi étranger. Je m'exprime comme je pense en toute indépendance, sans avoir besoin de m'excuser, même si cet exercice devient rarissime.

Mentir par omission, c'est toujours mentir, désolé.

La réaction n'a jamais digéré l'arrivée au pouvoir, l'élection de Chavez, puis celle de Maduro au Venezuela. Dès qu'un président d'un Etat entreprend des réformes sociales ou des nationalisations, l'impérialisme lui tombe dessus à bras raccourcis et veut sa peau, cela ne date pas d'hier, ma réaction ne concernait pas ce point précis. Quant au reste, il gèrera le pays sans remettre en cause le capitalisme et ses institutions qu'il réformera à la marge tout au plus, soit, on est tout près à admettre qu'il ne soit pas possible de faire davantage, contrairement à ce que pensent des abrutis de l'extrême gauche dégénérée, je suis entièrement d'accord avec vous, mais de là à en faire des tonnes et les présenter comme socialistes ou marxistes, il ne faut tout de même pas abuser, surtout qu'on ne nous dit pas tout ce qui se passe réellement au Venezuela.

On va le découvrir au compte-gouttes à l'occasion d'une crise, et c'est cela qui est très désagréable, car on s'aperçoit qu'on nous a délibérément tenu un discours tronqué ou frauduleux, comme si on n'était pas capable de comprendre ce qu'on nous explique. Pire, quand on pose des questions à un de ces "experts" ou on lui demande des précisions, systématiquement il ne nous répond pas ; dans la rubrique commentaire de YouTube suite à une vidéo, le mien a carrément été censuré, alors qu'il était très court et anodin. J'ai essayé d'en savoir davantage auprès d'une troisième source présente à Caracas, elle m'a envoyé balader, car formuler le moindre doute sur la probité de Rodriguez et son gouvernement, et vous voilà catalogué parmi leurs ennemis, ils pratiquent le culte de la personnalité, je ne donnerai pas de noms.

Au lieu de nous informer, ils font dans la propagande idéologique (culte du chavisme) ou la désinformation, du coup ils perdent toute crédibilité, désolé. Je me demande si on saura un jour ce qui s'est réellement passé le 3 janvier 2026 à Caracas.

---

Carlos Ducasse et Jacques-François Bonaldi ont semble-t-il bien résumé la situation au Venezuela.

Pendant ce temps-là, depuis le 3 janvier 2026 Maduro passe ses journées à prier, il s'en remet à Dieu en guise de "résistance" à l'impérialisme américain ! On nous a dit aussi, que toutes les décisions économiques et politiques prises par Rodriguez depuis le 3 janvier 2026 avaient été approuvées antérieurement par Maduro qui à ce jour n'a pas démenti ou je me trompe.

Depuis des mois, je me demandais si cette histoire d'enlèvement n'avait pas été combinée entre les Américains et Maduro, ainsi que son cercle le plus proche, je ne sais pas pourquoi (je fais l'idiot), je trouvais que cela puait la mystification. Un nouvel élément en faveur de cette thèse est apparu ces derniers jours, lors de la visite de Rodriguez en Inde (où je vis). C'était dans un article de José Antonio Egido publié le 10 juin 2026 par Investig'Action :

- La visite officielle de la présidente à l'ambassadeur des États-Unis en Inde, Sergio Gor, ami de Trump et ancien conseiller à la Maison-Blanche. Il est sans précédent qu'un chef d'État étranger en visite en Inde se rende à l'ambassade américaine pour rencontrer, « *par courtoisie* », le représentant des États-Unis. Ce geste n'est pas passé inaperçu auprès des hôtes indiens de Rodríguez, qui ne doutent plus de sa soumission au régime Trump. (<https://investigaction.net>)

Ce qui me paraît le plus grave dans tout cela, ce sont ceux qui présents au Venezuela ou qui étaient présentés comme des experts de ce pays, nous ont délibérément menti sur la nature du régime en place ou ont colporté des illusions sur les intentions de ses dirigeants, et pas seulement après le 3 janvier 2026, depuis 1999.

Comment voulez-vous qu'on s'en sorte, si les militants qui ont une influence au sein du mouvement ouvrier se livrent à de telles pratiques ?

---

Venezuela

Je ne vois pas trop le rapport entre la situation politique au Venezuela depuis 1999 et la Commune de Paris de 1871.

Je ne suis pas un spécialiste du Venezuela, après avoir pris en compte les différents récits contradictoires qui existent ou les arguments (faits) sur lesquels ils reposaient, j'en suis arrivé à la réflexion indépendante suivante qui n'est pas définitive. Je précise qu'après avoir parcouru cet article, j'ai relu le passage que Lénine avait consacré à la Commune dans l'Etat et la révolution, où il relatait les enseignements qu'en avaient tiré Marx et Engels.

J'ai l'impression que le régime en place au Venezuela est de type Front populaire ou social-démocrate, il n'est en rien socialiste ou révolutionnaire, il n'est pas non plus anticapitaliste... Ce n'est pas une critique, un constat.

Le chavisme incarne les intérêts des couches nationalistes de la petite bourgeoisie vénézuélienne frustrée par les restrictions et le pillage que lui imposait l'impérialisme américain, il a pris la place au pouvoir des représentants de la bourgeoisie vénézuélienne qui étaient au service des Américains pour gérer l'Etat et les richesses du pays sans modifier fondamentalement les rapports entre les classes...

Les classes moyennes ne disposant pas de nombreux bataillons pour mener ce combat contre l'impérialisme américain et remplir cette fonction (gouverner), pour parvenir à leurs fins elles instrumentalisent (canalisent) les masses exploitées en les associant à la gestion du pays selon un mode de type autogestionnaire (communes), qui en réalité tient de la collaboration de classes en guise de la lutte de classes, elles sont associées à la gestion de la crise et à la répartition des miettes qui leur sont destinées, ce qui peut leur donner l'illusion qu'elles détiendraient le pouvoir, tandis que les capitalistes continuent tranquillement de s'enrichir ou sont toujours aux commandes...

---

On vient d'apprendre que le chef de la célèbre organisation criminelle Tren de Aragua, Hector Rusthenford Guerrero Flores, dit Niño Guerrero, alias l'« enfant guerrier », venait d'être liquidé lors d'une opération conjointe avec les Etats-Unis dans le sud du Venezuela, 20 Minutes avec AFP nous dit que cette annonce a été faite ont vendredi par les deux pays. Les journalistes ont précisé, que l'info avait été rendue publique par Donald Trump puis confirmée par le gouvernement vénézuélien. (Source : Venezuela : « L'enfant guerrier », chef du célèbre gang Tren de Aragua, abattu par une frappe américaine - 20 Minutes avec AFP 13 juin 2026)

Décidément, on se demande qui gouverne ce pays, non ? Ne posez pas ce genre de question impertinente à des gens qui n'ont que sa souveraineté à la bouche, ils vont s'étrangler et avoir envie de vous étrangler !

Je me suis peut-être mal exprimé, je vais essayer de préciser ma pensée. J'avais en tête le débat sur les syndicats entre décembre 1920 et le Xème Congrès de mars 1921, qui a un moment donné donné lieu à une polémique entre Lénine et Trotsky ainsi que "l'opposition ouvrière" sur la nature de l'Etat, au cours duquel Lénine avait recouru à une formule théorique qu'il avait déjà esquissée dans son livre *L'État et la Révolution* (1917) : tant que le droit bourgeois subsiste pour répartir les produits, l'État reste, dans sa structure et ses méthodes, un « *État bourgeois sans bourgeoisie* ».

Avec l'aide de l'IA de Google pour gagner du temps.

Pour Lénine, qualifier l'État d'ouvrier était une abstraction théorique qui masquait la dure réalité de la Russie de 1921.

La survie de l'ancienne bureaucratie : Les bolcheviks avaient dû réemployer des dizaines de milliers d'anciens fonctionnaires et d'ingénieurs tsaristes pour faire tourner l'administration, faute d'ouvriers formés. Lénine disait que l'appareil d'État était juste « repeint en rouge », mais restait foncièrement tsariste et bourgeois au fond.

La déformation bureaucratique : L'État s'était détaché de la base ouvrière à cause des ravages de la guerre civile.

L'utilité des syndicats : En concluant que l'État conservait cette nature bourgeoise et bureaucratique, Lénine a imposé l'idée que les ouvriers devaient garder leurs syndicats indépendants pour se défendre... contre leur propre État.

L'IA terminait ainsi : Votre souvenir était donc très précis : entre 1918 et 1922, Lénine a utilisé le concept d'« *État bourgeois sans bourgeoisie* » pour doucher l'idéalisme de ceux qui pensaient que l'appareil d'État était devenu magiquement prolétarien après la révolution. Fin.

Lénine ne tolérait pas qu'on puisse lui imputer la moindre illusion sur la situation économique et sociale, car elle aurait été néfaste ou nuisible pour comprendre les immenses tâches qui attendaient encore les militants du parti bolchevik et la classe ouvrière, pour les mobiliser... Il faisait une distinction entre le discours politique de type propagandiste, et une analyse de la situation qui ne devait receler aucune altération ou déformation, parce qu'en dernière analyse c'était elle qui déterminerait comment le cours des choses évoluerait.

Les faits nous importent davantage que la propagande, c'est tout ce que je voulais dire. C'est aussi indispensable pour comprendre la situation que pour s'entendre et agir ensemble.

Que dire alors de l'Etat vénézuélien, sinon qu'il est toujours un État bourgeois tout court. Dans l'état actuel des choses, pourrait-il être autrement ? Non. Maintenant il y a ceux qui le constatent et l'assument, et il y a ceux qui le nient et refusent de l'assumer, à chacun de voir dans quelle catégorie il entend se ranger, personnellement je refuse tout déni de la réalité, même désagréable, c'est une question de principe.

---

Capacité à penser, mais aussi à s'exprimer, à échanger ou confronter des idées

L'espoir fait vivre en somme, un peu court ou léger comme explication, vous ne trouvez pas ? Il manque à la réflexion du philosophe la dimension universelle qui permet d'envisager la transformation révolutionnaire de la société, qui procède du matérialisme dialectique qui définit les différents états par lesquels passent la matière, la pensée et des hommes et leur société.

Lorsqu'ils n'en ont pas conscience, leur mode de pensée est directement influencé par les conditions qui leur sont imposées de leur vivant, et ce sont elles qui fixent le cadre ou les limites dans lesquelles leur pensée va tenter de s'épanouir. Ils auront toutes les peines du monde à concevoir aussi bien les causes de l'existence de ces conditions, que les moyens qui leur permettraient d'en changer, sinon le monde ne serait pas ce qu'il est de nos jours...

Autrement dit, ils se débattent dans le présent sans pouvoir saisir un éventuel futur, ni même explorer le passé qui devient nébuleux ou s'obscurcit au fur et à mesure qu'ils s'y enfoncent. Ce n'est pas parce qu'ils ignorent les réponses aux questions qu'ils se posent, qu'il n'en existerait pas, ce qu'ils peuvent vérifier eux-mêmes, puisqu'ils vont passer leur vie à en découvrir. Cela ne signifie pas qu'ils se poseraient forcément les bonnes questions ou qu'il n'en existerait pas qui demeureraient inaccessibles, sans réponses, donc inutiles à aborder, mais c'est un autre sujet.

Pour revenir à notre sujet, la vie a-t-elle un sens, et la réponse proposée, la révolte, Marx et Freud auraient dit la lutte, ce qui revient au même. C'est toujours mieux que de se vautrer dans le conformisme ambiant, pour autant certains le contesteront, ils estimeront peut-être votre réponse trop idéologique.

Pour contrer cette critique, on pourrait s'inspirer de l'évolution de la matière depuis la formation (théorique) de l'univers, à partir de l'hélium et l'hydrogène jusqu'aux 94 atomes qui existent à l'état naturel sur Terre, de l'évolution biochimique d'organismes unicellulaires jusqu'à l'Homo Sapiens, de l'évolution de cette espèce de primate de l'état animal jusqu'à l'homme moderne... En examinant les différents stades par lesquels ils sont passés, on observerait une étonnante progression constante tendant vers davantage de perfection, les éléments les plus faibles ou les moins adaptés à des variations de leur environnement étant supplantés par des organismes plus complexes et robustes.

Quant aux hommes, tout dépend de ceux dont on parle, en France ou en Occident j'entends (je vis en Inde), leurs conditions matérielles d'existence (et de travail) se sont améliorées ou ont connu de profondes transformations depuis la fin du XIXe siècle. Ils disposent de plus de temps libre et leur durée de vie a considérablement augmenté (pas forcément en bonne santé), pour autant ils vivent dans une société où tous les rapports sont conditionnés par le système économique en vigueur qui est fondé sur des inégalités sociales, et dont la seule raison d'être réside dans la recherche du profit, l'accumulation de richesses... Quand bien même ce régime économique sombre une nouvelle fois dans la barbarie (Moyen-Orient), au lieu de se révolter, la majorité lui reste fidèle ou compte sur lui pour donner un sens à leur vie, quitte à ce que ce soit au détriment de leurs aspirations humanistes à la justice sociale ou à la liberté.

---

Réponse d'un lecteur.

<https://www.patreon.com/posts/la-novlangue-155587448>

Je ne partage pas toutes vos idées, cela dit vous êtes un excellent pédagogue, vous vous exprimez avec une clarté et une sincérité remarquables. Ce n'est pas seulement notre capacité à penser qui s'appauvrit, mais aussi à s'exprimer, à échanger ou à confronter des idées. Or, c'est justement ce qui contribue à la fois à l'évolution de la pensée ou de la prise de conscience des conditions dans lesquelles les hommes vivent, et à faire progresser la société dans laquelle ils vivent en déterminant les moyens pour la transformer afin qu'elle permette de satisfaire leurs besoins et devienne meilleure ou plus juste... Je ne pense pas qu'il faille être pessimiste.

Ma réponse.

Croire qu'il suffirait de supprimer des mots ou les signifiés pour faire disparaître leurs causes ou leurs signifiants, cette façon de voir les choses est réductrice et ne correspond pas à la réalité, c'est raisonner en philosophe. Je crois savoir, qu'au cours de l'histoire passée, des expressions surgirent, puis disparurent littéralement ou elles furent marginalisées, bannies, avant de revenir en grâce à une autre époque. Si on estime légitime de les employer, pourquoi devrait-on s'en priver ? Pour ne pas choquer la majorité ? Et après, c'est une minorité qui a toujours été à l'origine du développement de notre espèce et de la société, à nous de savoir si on compte en faire partie ou non...

---

### Quelques infos tirées de ma revue de presse des derniers jours.

#### **La petite bourgeoisie finira par se retourner contre le capitalisme.**

##### **Allemagne : génération désenchantée - Courrier International 25 juillet 2026**

*"Pourquoi les jeunes qui sont ambitieux émigrent-ils ?" C'est la question que pose Die Welt, s'appuyant sur une étude montrant que 21 % des 14-29 ans envisagent de quitter le pays et n'ont plus confiance en l'avenir, surtout avec "les débats sur les retraites, le retour du service militaire obligatoire, la dégradation des perspectives d'emploi et des loyers exorbitants". Face à cette situation, les jeunes Allemands se retrouvent devant une alternative. "D'un côté, beaucoup quittent le pays et émigrent. De l'autre, un groupe est plus que jamais désireux de servir l'État, pour qui devenir fonctionnaire représente le bonheur suprême", explique le quotidien.*

Face à un manque de perspectives et alors que, pour la première fois, ils pensent qu'ils n'auront pas un avenir meilleur que leurs aînés, les jeunes cherchent la sécurité matérielle avant tout. *"Les cotisations sociales élevées, les infrastructures vétustes et le déclin de la vie culturelle ont contribué à rendre le pays de moins en moins séduisant. Ceux qui peuvent espérer un héritage peuvent s'estimer chanceux."* L'expatriation est une option sérieuse pour plus de 41 % des 14-29 ans. C'est la première fois que cette proportion est aussi élevée.

La perte pour l'Allemagne d'une génération de jeunes diplômés pourrait représenter un problème, car *"cette génération perdue n'attend plus rien de cet État ni de ce pays, et en retour, elle n'est plus disposée à lui offrir quoi que ce soit"*. Face à l'avancée possible de l'âge de la retraite à 70 ans, elle ne manifeste même pas, ayant déjà les yeux rivés vers ailleurs, à moins qu'il ne s'agisse de devenir fonctionnaire pour profiter d'un ultime havre de sécurité.

Pour Die Welt, le phénomène ne se limite pas à l'Allemagne et concerne d'autres démocraties occidentales. Le Royaume-Uni et les États-Unis observent des mouvements similaires.

J-C – La France aussi. Il y a quelques semaines, ma sœur m'a raconté que son fils qui à la quarantaine, militaire de carrière (dans un bureau), en avait marre de France, et que s'il avait pu il aurait fait sa valise pour l'étranger.

Les classes moyennes vont finir par se rebeller contre l'Etat, quand, à quelle occasion, on n'en sait rien. Cela pour dire qu'il y a matière à militer en leur direction pour qu'elle fasse la jonction avec la classe ouvrière...

---

### **Du jamais-vu aux États-Unis : la population inactive atteint 105 millions de personnes - RT 22 juil. 2026**

Le nombre d'adultes « *qui ne font pas partie de la population active* » bat tous les records avec 105,8 millions, selon le *New York Post*, citant la Réserve fédérale de Saint-Louis, ce 22 juillet. Le nombre d'inactifs américains est supérieur à celui enregistré au plus fort de la Grande Récession ou de la pandémie de Covid-19, indique la même source. RT 22 juillet 2026

En mai 2026, la population active inactive aux États-Unis s'élevait à environ 105,25 millions de personnes. Cela représente une augmentation par rapport au même mois de l'année précédente, où elle atteignait 103,17 millions. statista-com 30 juin 2026

Les statistiques officielles sur le marché du travail américain masquent une profonde insuffisance structurelle : moins de la moitié des adultes américains occupent un emploi à temps plein et 40 % sont sans emploi.

Le taux de chômage aux États-Unis a diminué à 4,20 % en juin contre 4,30 % en mai 2026.

La pauvreté aux États-Unis concerne officiellement 11.1% de la population américaine.

---

### **Etats-Unis : Les députés valident un budget de plus de 1.150 milliards de dollars pour la Défense - 20 Minutes avec AFP 23 juillet 2026**

Le texte doit désormais être examiné par le sénat. Il prévoit environ 250 milliards de dollars supplémentaires par rapport à 2026.

---

## De quel pays pauvre s'agit-il ?

L'association a interrogé, du 1er au 8 juin, les familles inscrites à son programme de solidarité. Parmi les 1 012 foyers ayant des enfants scolarisés en primaire ou au collège, 64 % déclarent que l'absence de cantine les contraindra à diminuer les quantités servies à chaque repas. Environ 61 % s'attendent à multiplier les jours sans viande ni poisson, et 44 % estiment que leurs enfants ne prendront plus systématiquement trois repas par jour.

Cette précarité ne date pas des vacances. Avant même la coupure estivale, 57 % des parents interrogés rapportent des jours où leurs enfants n'ont pas mangé à leur faim en raison de difficultés financières, dont 19 % presque quotidiennement.

Malgré des températures extrêmes cet été, 38 % des familles interrogées prévoient de limiter fortement leur usage de la climatisation, même lorsqu'elle serait nécessaire, et 6 % comptent s'en passer presque entièrement. Cette pression financière pèse aussi sur les parents eux-mêmes. 44 % d'entre eux disent se sentir toujours ou souvent très déprimés à l'approche des vacances d'été, et la moitié affirme n'avoir personne à qui en parler. parismatch.com 23/07/2026

Réponse : Du Japon, un pays capitaliste riche, un pays où il fait bon vivre... En fait, comme dans tous les pays occidentaux, ils comptent ses millions de familles pauvres, comme quoi il faut relativiser ou il faut revoir le regard que l'on porte sur tous ces pays, où survivre est un cauchemar quotidien. La lutte de classe du prolétariat a donc de beaux jours devant elle.

---

## Totalitarisme. Big Brother vous surveille, vous contrôle, vous opprime, vous réprime.

«Encore heureux que ce qui se passe à l'intérieur des maisons, cela regarde un petit peu l'État quand on parle de protection des enfants», a lancé le 22 juillet sur RMC la ministre française Aurore Bergé, invoquant les fonctions régaliennes de l'État. RT 25 juillet 2026

Commentaire d'un internaute.

- Cette affaire d'identification des utilisateurs de réseaux sociaux relève d'une pure logique totalitaire, dans la mesure où cette surveillance généralisée des individus signifie qu'ils seraient faits pour l'Etat, et non pas que l'Etat soit fait pour eux. Comprenez bien qu'il s'agit alors de la mise en œuvre d'une logique de nature mussolinienne.

Celle-ci se présentant avec des justifications de façade, dont la logique complète ne peut s'élaborer qu'avec des instruments de répression, banalisés sous le terme de "contrôle", et ses équivalents juridiques.

Ce que cela révèle, d'autant plus fort que ce n'est jamais explicite, est que l'oligarchie française, aussi inique que prédatrice, craint de pouvoir être bousculée, voire renversée, au

travers de troubles sociaux d'ampleur. Etant de nature insidieusement perverse, mais non pas nulle, elle prévoit d'instrumentaliser la communication entre individus, de telle façon que des blocages généralisés, autant que sélectifs, puissent y être effectués.

Incidemment, et d'abord pour les générations entrantes, aussi dépolitisées que dépourvues de connaissances historiques sérieuses, ce qui se met en place ainsi leur paraîtra "normal" ; là est un piège fort vicieux.

---

### **OTAN des barbares.**

#### **Le ministère russe des Affaires étrangères qualifie les déclarations du nouveau chef de l'armée ukrainienne d'«*incitation publique au génocide*» - RT 23 juil. 2026**

Le ministère russe des Affaires étrangères a fermement condamné les déclarations de Mikhaïl Drapaty, récemment nommé à la tête des forces armées ukrainiennes. Grigori Loukiantsev, directeur du département de la coopération multilatérale en matière de droits humains, les a qualifiées d'« *incitation directe et publique à commettre un génocide* ».

Le diplomate a souligné que ces propos ne constituaient pas un simple dérapage. Ils s'inscrivent dans une rhétorique hostile régulièrement employée par des responsables ukrainiens à l'égard des Russes.

Loukiantsev a également interpellé le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme et les autres institutions internationales compétentes. Il leur reproche leur silence face à des déclarations qu'il juge racistes, xénophobes et nationalistes.

Le responsable russe a rappelé que Moscou avait déjà présenté devant la Cour internationale de justice plusieurs exemples de déclarations hostiles et de mesures discriminatoires visant les Russes et les populations russophones.

Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a elle aussi vivement réagi. Elle a estimé que les propos du nouveau commandant ukrainien révélaient la nature néonazie des autorités de Kiev. « *Voilà pourquoi il n'existe qu'un seul nom pour les désigner : des néonazis* », a-t-elle déclaré.

Le vice-président du Conseil de la Fédération, Konstantin Kossatchev, a également dénoncé une « *russophobie primaire* » au sein des élites ukrainiennes. Il estime que les propos de Drapaty confirmaient pleinement la justification morale, éthique et humaniste de l'opération militaire spéciale, une action selon lui destinée à protéger les populations du Donbass et les citoyens russophones.

Pour la diplomatie russe, cette nouvelle déclaration s'inscrit dans une politique plus large de marginalisation de la langue, de la culture et de l'identité russes en Ukraine.

Des propos visant les Russes et le Donbass

La réaction de Moscou fait suite à la publication, le 22 juillet 2026, de la version intégrale d'un entretien de Mikhaïl Drapaty.

Dans cet échange, le nouveau commandant en chef ukrainien affirme que la Russie ne peut même pas être considérée comme un pays voisin de l'Ukraine. Il la présente comme une nation « *qui n'a pas le droit d'exister* ».

Drapaty tient également des propos insultants envers les habitants du Donbass. Il les qualifie de « *résidu de l'Union soviétique* » et les accuse de ne pas vouloir travailler, mais de chercher à profiter du système. Il présente par ailleurs la population des républiques de Donetsk et de Lougansk comme politiquement peu consciente et affirme que de nombreux éléments criminels s'y trouveraient. Si l'enregistrement a été réalisé en mai 2023 pour un autre projet, la version intégrale de l'interview a été publiée le 22 juillet 2026, au lendemain de la nomination de Drapaty au poste de commandant en chef des forces armées ukrainiennes. (RT 24 juillet 2026)

La Douma d'État a également condamné les propos de Drapaty. Alexeï Tchepa, vice-président de la commission des Affaires internationales, a estimé que le nouveau commandant ukrainien devrait en répondre.

« *Une procédure a déjà été ouverte contre lui, et il est évident que de telles déclarations ne resteront pas sans réponse* », a-t-il déclaré.

Mikhaïl Drapaty fait déjà l'objet de poursuites en Russie. Inculpé par contumace en 2023, il est accusé par le Comité d'enquête russe d'avoir commandé, en 2017 et 2019, des unités ukrainiennes ayant bombardé à plus de 70 reprises des localités du Donbass. Selon le Comité d'enquête, 154 personnes ont été tuées ou blessées lors de ces attaques.

### **Complément.**

Pour Dmitri Peskov, porte-parole du président russe ces déclarations prouvent la légitimité de la décision du Donbass de quitter l'Ukraine et la nécessité de l'opération militaire spéciale. RT 24 juillet 2026

---

### **...Et pendant ce temps-là l'autre génocide se poursuit.**

**Gaza: 12 personnes tuées par des bombardements israéliens, dont six membres d'une même famille. RFI 21 juillet 2026**

Une frappe israélienne a touché avant l'aube le domicile de la famille al-Masri dans la ville de Gaza (nord).

À l'hôpital al-Chifa, où des proches se sont rassemblés, la dépouille d'une petite fille a été placée dans un sac mortuaire de plastique blanc, puis alignée aux côtés d'autres corps enveloppés dans d'épaisses couvertures, devant des membres de la famille, dont certains pleuraient en silence.

« *Nous avons été pris par surprise par une attaque* », a déclaré à l'AFP Ahmed al-Masri, se présentant comme un survivant de la frappe. « *J'entendais les enfants appeler à l'aide mais je n'ai pas pu les sauver* », a-t-il ajouté, « *toute la famille de mon frère a été rayée de l'état civil : lui, sa femme et leurs quatre enfants* ». Il a expliqué avoir fait sortir ses propres enfants par la fenêtre de la maison, en flammes.

Au moins 1 168 Palestiniens y ont été tués depuis le début de la trêve en octobre 2025, selon le ministère de la Santé du territoire, dont les chiffres sont jugés fiables par l'ONU. Dans le même temps, Israël y a recensé cinq soldats et un contractuel travaillant pour le ministère de la Défense tués.

---

## **Comment les Etats-Unis déstabilisent l'Inde.**

### **En Inde, le mouvement des « *cafards* » fait trembler le gouvernement Modi - HuffPost 23 juillet 2026**

Un étudiant indien à l'université de Boston, Abhijeet Dipke, spécialisé dans la communication politique et qui a déjà travaillé pour le parti d'opposition, décide alors de créer le 16 mai un compte Instagram parodique appelé « *le parti du peuple des cafards* ». « *En 24 heures, nous avons enregistré plus de 30 000 inscriptions sur le site et, sur Instagram, nous avons dépassé les 1,2 million d'abonnés en une seule journée. J'ai alors compris que les jeunes essayaient peut-être de faire passer un message* », raconte le trentenaire.

40 % des jeunes diplômés indiens sont au chômage

Mi-juillet, le compte cumule près de 23 millions d'abonnés. Et surtout le mécontentement ne s'exprime plus seulement en ligne mais aussi dans les rues de New Delhi après qu'un appel à manifester a été lancé par Abhijeet Dipke.

Le succès de la mobilisation tient aussi au fait que la moitié de la population indienne a moins de 25 ans et que 40 % des jeunes diplômés sont au chômage. En créant le parti des cafards, Abhijeet Dipke a donc aidé à fédérer la GenZ indienne qui partage un profond malaise.

J-C - A ce jour, pas un Indien ne m'en a parlé, de toutes manières je n'en connais pas qui fréquenteraient les universités, trop pauvres.

## **Epilogue.**

### **Inde: les manifestations prennent fin après la démission du ministre de l'Éducation - The Associated Press 25 juillet 2026**

Le mouvement indien «*des cafards*» a mis fin samedi à plusieurs semaines de manifestations, affirmant que le gouvernement avait accepté toutes ses revendications après la démission du ministre de l'Éducation à la suite des fuites présumées de sujets d'examens et à des irrégularités dans le système éducatif. The Associated Press 25 juillet 2026

J-C – Une concession aux classes moyennes...